



OVIDA | AFRIDO

Observatoire de la Vie Diplomatique en Afrique
African Diplomacy Observatory



NOTE DE SYNTHÈSE N° 20

Réalisée par Djénno Ngoua Melissa

La Banque mondiale pour une approche "*plus utile*" au développement de l'Afrique



THE WORLD BANK

Working for a World
Free of Poverty

"*L'avenir de l'Afrique et le soutien de la Banque mondiale*", tel est le thème de la nouvelle stratégie de l'institution pour l'Afrique subsaharienne publiée en mars 2011. Désireuse d'adopter une nouvelle approche qui associerait de manière significative différentes composantes des sociétés africaines dans le processus d'élaboration de ces actions et interventions, la Banque mondiale n'entend plus édicter des principes de conduite unilatéraux provenant de Washington. Les enseignements tirés de l'évaluation des précédents plans et initiatives de l'institution (notamment le *Plan d'action pour l'Afrique –PAA-* adopté en 2005) ont permis les nouvelles orientations contenues dans la présente stratégie.

Celle-ci, du fait qu'elle "*définit les orientations de la (...) banque dans le processus de transformation que connaît l'Afrique*" et qu'elle est censée, non pas diriger de manière rigide, mais "*guider et inspirer l'action des équipes-pays [de l'institution] dans la conception de leurs stratégies*" nationales, leur mise en œuvre, ainsi que leur évaluation, revêt un intérêt particulier pour mieux appréhender les axes autour desquels les relations entre la Banque et les pays africains s'articuleront. A ce titre, cette note s'attèle à présenter la stratégie dans ses grandes lignes, ainsi que les moyens sur lesquels la Banque entend s'appuyer pour sa réalisation.



Comme bon nombre de documents présentant l'environnement économique du continent et ses perspectives en termes de croissance, la stratégie de la Banque mondiale se veut optimiste dans sa vision du continent dans les dix prochaines années. L'Afrique est ainsi présentée comme le possible "*prochain pôle de croissance*" qui connaîtra une réduction significative de la pauvreté, un accroissement de la productivité agricole et l'amélioration de son insertion au commerce internationale.

Après huit mois de consultations élargies, entamées en juin 2010, avec, entre autres, des acteurs de la société civile, du secteur privé et des responsables politiques, la stratégie qui a émergé de ce processus s'articule autour de deux piliers: compétitivité et emploi, et, vulnérabilité et résilience. Des piliers reposant, en ce qui concerne leur mise en œuvre, sur l'amélioration de la gouvernance et sur le renforcement des capacités du secteur public.

Pilier 1: Compétitivité et emploi

La première ambition de la nouvelle stratégie de la Banque mondiale se résume à l'émergence d'une Afrique dont la croissance économique irait de paire avec une compétitivité accrue et de réelles créations d'emplois. Le continent a connu une forte croissance durant la dernière décennie; croissance qui avant la crise financière et économique de 2008 dépassait la moyenne des 5%. Toutefois, la croissance de l'économie africaine n'a pas permis, du fait notamment de la faible diversification de ses économies, de réduire significativement la pauvreté, de créer de nouveaux emplois. Par ailleurs, cette croissance a péché par son manque de durabilité et échoué à redistribuer de manière équitable ses fruits à la majorité des populations.

L'application de réelles réformes macroéconomiques pour assurer cette diversification, s'avère, à l'avenir, essentielle pour assurer une meilleure compétitivité des économies africaines. Pour ce faire, les gouvernements devront mettre l'accent sur les politiques publiques en faveur de la formation de base, l'acquisition et le renforcement des compétences de la jeunesse dans le domaine des services et du secteur tertiaire. De plus, afin d'attirer les investissements étrangers, les Etats devront mettre en place des infrastructures solides et favoriser un climat des affaires propice.

La Banque mondiale a ainsi identifié plusieurs domaines sur lesquelles elle devra apporter son aide aux Etats afin de renforcer leurs perspectives de développement en matière de compétitivité et d'emploi:

L'amélioration des infrastructures: la construction d'infrastructures constitue un enjeu essentiel pour la compétitivité et le développement d'un certain nombre de secteurs de l'économie africaine. La Banque compte,

à cet effet, soutenir les pays dans le financement d'infrastructures durables et respectueuses de l'environnement. Elle suggère et privilégie, également, le recours à la coopération et aux investissements régionaux, notamment dans la mise en place de projets de production d'électricité, de corridors de transports ou encore de lignes de transmission transfrontalières.

En matière agricole par exemple, pour augmenter la productivité, il apparaît nécessaire de mettre en place des infrastructures telles que la construction de systèmes d'irrigation.

Un environnement des affaires propice: la réglementation rigide du travail (Afrique du Sud), l'absence de financements à long terme des entreprises, les lenteurs de la bureaucratie, la lourdeur des démarches administratives, sont autant d'obstacles à un environnement favorable à la création d'entreprises et aux investissements.

Pour y remédier, la Banque entend développer des programmes permettant des réformes significatives afin, par la même occasion, d'intégrer les entreprises informelles dans le secteur formel. Elle souhaite aussi renforcer le recours à la microfinance dont toutes les possibilités n'ont pas encore été totalement explorées en Afrique.

Le renforcement des compétences: la jeunesse représentant l'avenir du continent, les pays devront insister sur la qualité des enseignements secondaires et supérieurs, ainsi que sur l'apprentissage, plus axés sur les compétences propre à "*l'économie du savoir*": les sciences, les technologies et la recherche. La facilitation de l'accès à l'éducation des filles, notamment en milieu rural, représenterait, également, un bon vivier de main d'œuvre pour l'avenir et favoriserait l'autonomisation des femmes en leur permettant d'accéder au marché du travail.

De plus, le développement de la petite enfance et les programmes de nutrition permettraient aux enfants de mieux participer à la vie scolaire et finir leurs études. Consolider les efforts en matière de lutte contre le SIDA et le paludisme, causes d'absentéisme au travail et de baisse de la productivité, sont aussi des défis à relever. Ces mesures favoriseraient l'essor d'une main d'œuvre qualifiée et en bonne santé.

Pilier 2: Vulnérabilité et résilience

Malgré une croissance économique significative, l'Afrique reste confrontée à des "*chocs*" qui la ralentissent dans sa quête de réduction de la pauvreté et de développement.

Pour mieux appréhender la vulnérabilité du continent, la Banque mondiale a identifié plusieurs catégories de chocs importants:



Les chocs macroéconomiques: l'impact des marchés financiers dont les fluctuations, notamment en temps de crise financière, influent négativement sur les économies nationales (à cet effet l'on a observé une augmentation moyenne de 4,2% du taux de pauvreté du fait de la crise économique et financière de 2008). La détérioration des termes de l'échange, qui est le résultat d'inégalités entre les prix à l'importation et les prix à l'exportation, constitue également une conséquence négative.

Les risques liés aux épidémies: le SIDA et le paludisme sont à l'origine de millions de décès et de la perte d'environ 12 milliards de dollars par an pour le paludisme seulement (perte financière liée, entre autres, au coût des soins de santé, aux jours de travail perdus ou encore à la baisse de la productivité).

Les catastrophes naturelles: les changements climatiques, dont les effets se font de plus en plus ressentir dans le monde (bien que les liens soient difficiles à établir avec certitude), ont un impact particulièrement dévastateur en Afrique (par exemple sécheresse au Niger, cyclones à Madagascar, inondations au Mozambique). Ces catastrophes sont susceptibles d'influer négativement sur la baisse du niveau de pauvreté et sur la production agricole tributaire des conditions météorologiques.

Les conflits et violences politiques: en plus des traumatismes liés à la guerre, la Banque rappelle que celle-ci fait, entre autres, reculer de 10 à 15 ans le développement d'un pays, contribuant au ralentissement ou à l'arrêt de l'activité économique.

Tous ces chocs témoignent de la vulnérabilité du continent, d'où la nécessité de renforcer sa résilience, sa capacité de s'y adapter et d'y faire face de manière efficace. Ainsi, la mise en place d'institutions fortes s'avèrera primordiale pour une meilleure protection sociale dans le cas de crises financières et de maladies, et un système d'assurance-risque pour faire face aux conséquences liées aux catastrophes naturelles.

Un fondement: La gouvernance et la capacité du secteur public

La mise en œuvre de ces piliers sera d'autant plus efficace si les actions dans ces domaines s'inscrivent dans des pays dotés d'institutions et de structures publiques efficaces, efficaces et compétentes, et fonctionnant en conformité avec les meilleures règles et principes de gestion et de gouvernance (y compris dans le domaine politique). Cela explique que ces deux réalités, dont les liens ont été clairement établis, ("*entre la mauvaise gouvernance et la faible capacité du secteur public en Afrique*") aient été placées au centre de la nouvelle stratégie de la Banque.

A ce titre, les pouvoirs publics étant ceux qui impulsent la vision de développement d'un pays, ceux-ci doivent pouvoir "*appliquer les bonnes politiques, mettre en place les règles du jeu, avoir les types de procédures permettant aux politiques mises en place sur la base de ces deux piliers d'être efficaces*", selon Obiageli Katryn Ezekwesili, Vice-présidente à la Banque mondiale pour la région Afrique. Pour ce faire, l'institution financière entend aider les systèmes gouvernementaux, d'une part, dans la consolidation des procédures de régulation, la capacité de contrôle et de gestion publique, et d'autre part, dans le renforcement des capacités de gouvernance qui comprennent le management public, le suivi de décision, et l'évaluation des politiques publiques.

Pour ce faire, pour mettre en œuvre le train de réformes qui s'avèrent souvent nécessaires, il paraît primordial que les acteurs du secteur public disposent des compétences, connaissances et capacités; ce qui est loin d'être le cas dans la plupart des pays africains. Par conséquent, la Banque mondiale entend faire du renforcement des capacités l'autre fondement de son action; ce dans la mise en place de systèmes de gestion des dépenses publiques et des investissements publics et le renforcement de mesures incitatives au sein de la fonction publique. L'amélioration des compétences (en matière comptabilité, de budget, de passation de marchés et de fourniture de services notamment) et de la motivation des fonctionnaires se présentent aussi comme des champs d'action possibles pour la Banque.

Consciente que les acteurs politiques ne sont pas les uniques ouvriers de l'essor du continent, la Banque ambitionne également d'accroître son travail avec les sociétés civiles et les centres de réflexion par le biais "*d'instruments de responsabilisation sociale*" et des moyens offerts par les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour "*promouvoir une gouvernance axée sur le citoyen*". Les conditions politiques et sociales ne pouvant donc être exclues, elle compte mieux appréhender les rapports de force propres à chaque pays, afin de comprendre de quelle manière il sera possible, pour eux, de mettre en œuvre de nouvelles réformes.

Mise en œuvre de la stratégie

Pour veiller au succès de cette nouvelle stratégie, le Groupe de la Banque mondiale n'innovera pas, mais mobilisera, en fonction des circonstances propres à chaque contexte et situation et des défis y attachés, ses instruments traditionnels d'appui aux réformes politiques et institutionnelles:

La diversification des partenariats: la Banque n'entend pas agir seule et, est consciente que le succès de sa stratégie nécessitera le concours de nombreux autres acteurs tels que les sociétés civiles, le secteur privé, les universités, les gouvernements entre autres. De plus, elle n'exclue pas de faire appel à des acteurs "*non conventionnels*" du développement comme la Chine, le Brésil, l'Inde ou encore, les fonds mon-



diaux, les fonds arabes, les fondations privées et les diasporas africaines, avec pour objectif principal de rechercher et de mobiliser des financements à la fois publics et privés pour soutenir les efforts de l'Afrique, notamment dans l'atteinte des OMD. Le renforcement de la collaboration avec les différentes composantes du Groupe s'inscrit également dans cette optique.

La Banque mondiale entend se présenter comme "porte parole" du continent auprès des institutions et des principaux fora internationaux, notamment sur les questions importantes de la réglementation financière internationale et de la lutte contre le changement climatique. Pour ce faire, elle entend intensifier ses relations avec le G20 et l'Union Africaine dans des programmes de développement.

La production et la diffusion de connaissances: La Banque considère la production d'idées et la promotion du débat comme des moyens susceptibles d'outiller les Etats africains sur la voie de leur développement. A cet effet, elle entend continuer à œuvrer à l'amélioration d'une meilleure compréhension, par toutes les parties prenantes d'un pays, des orientations et options politiques dans la mise en place de réformes. Cela se fera notamment par des analyses et conseils et par la mise en place de plateformes de dialogue et d'actions de renforcement des capacités des acteurs nationaux que la Banque entend mettre à leur disposition afin qu'ils contribuent à la recherche de réponses aux défis socio-économiques et financiers auxquels sont confrontés leurs pays.

Le financement: la souplesse et l'innovation seront les maîtres-mots de la stratégie en matière de financement. Ainsi, conscient que les financements qu'elle octroie ne sont pas de nature à répondre aux immenses besoins, le Groupe de la Banque mondiale entend faire appel à d'autres solutions, y compris les ressources propres à chaque pays qu'il s'agit d'accroître, et lorsque les situations le permettent, à des solutions novatrices, notamment quant aux procédures d'attribution. Ces solutions comprennent entre autres: "des garanties partielles de crédit, des options de prélèvement sur la dette et des prêts en devises locales".

La Banque mondiale se veut "plus utile" et "moins influente" dans sa nouvelle stratégie pour l'Afrique selon Marcelo Giugale, à la tête du réseau Gestion économique et réduction de la pauvreté à la Banque mondiale. Admettant donc, que par le passé l'institution financière a plus usé d'influence pour imposer ses politiques économiques aux Etats africains, que de réelle volonté de contribuer à l'essor du continent, on ne peut souhaiter que toutes les leçons auront été tirées des expériences passées et que la nouvelle approche de la Banque ne répète les erreurs passées et surtout, qu'à l'instar des autres institutions internationales qui accompagnent l'Afrique ou certains de ses pays sur la voie du développement, de la croissance

ou de la reconstruction, qu'elle sache faire preuve d'humilité et de remise en question lorsque cela est nécessaire; ce qui n'a pas toujours été le cas. On peut également se poser la question de savoir si cette nouvelle orientation sera de nature à rattraper les conséquences engendrées par les Programmes d'ajustement structurel (PAS) mise en œuvre par cette institution dans les années 80-90.

Certains experts économiques africains n'en sont pas si sûrs. A cet effet, selon Diéry Seck, Directeur du Centre de recherches en économie politique (Crepol) de Dakar, ayant travaillé à la Banque mondiale, s'exprimant lors d'une conférence tenue à Dakar (Sénégal) le 30 juin 2011, la nouvelle stratégie "ne repose sur aucune théorie économique connue", et comporte de nombreuses lacunes. Ibrahim Dia, socio-économiste et Directeur du *Millennium Challenge Account* (MCA) au Sénégal, programme financé par le gouvernement américain, estime, pour sa part, que la comparaison faite par la Banque entre l'Afrique et la Chine et l'Inde, en matière d'essor économique est rapide car les facteurs expliquant cette évolution sont plus solides dans les deux pays asiatiques qu'en Afrique. Il fait également remarquer que le succès économique de ces Etats repose sur "l'existence d'une demande intérieure forte qui porte la croissance, l'investissement sur les ressources humaines, l'existence de fortes institutions, le contrôle et la maîtrise de leur monnaie et de leurs ressources naturelles".

Au final, on peut considérer cette stratégie plus comme un guide des meilleures suggestions susceptibles d'aider l'Afrique dans son essor économique et de l'accompagner sur la voie d'un développement durable, que comme une vision économique nouvelle mettant en place de véritables changements effectifs dans la gouvernance en Afrique. Toutefois, tout en saluant la contribution qu'elle entend apporter la Banque en matière d'orientations visant à soutenir la croissance et le développement de l'Afrique, il est nécessaire de préciser que les efforts (y compris de réflexion et de conception) relève tout naturellement de la responsabilité première des autorités et sociétés africaines dans toute leur composante.

A cet effet, il faudrait rappeler qu'avec l'impératif d'assurer un environnement politique et sécuritaire stable, qui se présente, au même titre que les incertitudes et soubresauts de l'économie mondiale et la disponibilité de ressources (principalement financières), comme l'un des risques à la mise en œuvre de cette stratégie, la balle reste au demeurant du côté des sociétés africaines.

Source: Banque mondiale, Région Afrique, "L'avenir de l'Afrique et le soutien de la Banque mondiale", mars 2011, http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/AFR_Regional_Strategy_3-2-11-FRENCH.pdf.

A PROPOS DES NOTES D'OVIDA

Les “Notes d'OVIDA” s’inscrivent dans la volonté et l’objectif de l’Observatoire de promouvoir, rassembler et développer une expertise dans l’étude et l’analyse de certains des enjeux s’articulant autour des questions de: *Paix, Défense et Sécurité; Economie et Commerce; Droits de l’Homme;* et *Environnement*. Ces Notes portent également sur certains aspects relatifs aux canaux de la pratique diplomatique: bilatéralisme, régionalisme et multilatéralisme.

Les contributions qui en résultent devront notamment permettre de dégager des éléments de connaissance et de compréhension en offrant une réflexion, analyse & un décryptage sur des thématiques ou sur des événements et en faisant ressortir des idées maîtresses à des fins d’information et d’amélioration de la connaissance.

William Assanvo est l’éditeur des Notes d’OVIDA.

Pour tous vos commentaires et suggestions, bien vouloir écrire à info@ovida-afrido.org.